



RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF
PAYS: MADAGASCAR
TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL ANNUEL
DATE DE RAPPORT: 15 novembre 2018

Titre du projet: Appui à la Réforme du Secteur de la Sécurité à Madagascar (ARSSAM) Numéro Projet / MPTF Gateway: PBF/001017786	
Modalité de financement PBF: <input type="checkbox"/> IRF <input checked="" type="checkbox"/> PRF	Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"): <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional Nom du fonds fiduciaire:
Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc): PNUD, OIM, UNICEF, OHCHR, UNFPA (ONU) Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux): Primature, Ministère de la Défense Nationale, Ministère de la Sécurité Publique, Ministère de la Population de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme, Ministère de la Justice, Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, Ministère des Affaires Etrangères, Secrétariat d'Etat chargé de la Gendarmerie, Armée, Gendarmerie, Police Nationale, Parlement, Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme, Comité International de la Croix Rouge, Agence Portuaire Maritime et Fluviale, Service des Douanes du Ministère des Finances et du Budget, Organisation de la Société Civile, Médias	
Date de début du projet¹: 01/09/2016 Durée du projet en mois :² 28	
Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF: <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional	
Budget PBF total approuvé* (par agence récipiendaire): PNUD : \$ 1.500.000 OIM : \$ 600.000 UNICEF : \$ 300.000 OHCHR : \$ 300.000 UNFPA : \$ 300 000 Total: \$ 3.000.000 <i>*Le budget total approuve et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et à la disponibilité des fonds dans le compte de PBF</i>	

¹ La date de commencement actuelle est la date du transfert des fonds par MPTF-O aux organisations recipiendaires.

² La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et celle des projets PRF est de 36 mois.

Combien de tranches ont déjà été perçues par le projet:

La totalité

Préparation du rapport:

Rapport préparé par: les Points focaux du PNUD, de l'OIM, de l'UNICEF, du HCDH et de l'UNFPA et compilé par la Coordinnatrice inter-agences du projet ARSSAM

Rapport approuvé par: Les agences PNUD, OIM, UNICEF, OHCHR, UNFPA

Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Oui, le Coordonnateur du PBF

Commentaire du Secrétariat PBF sur le rapport:

Est-ce que le projet a déjà participé dans un exercice d'évaluation ? Si oui, lequel et veuillez attacher le rapport:

Non

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.

PARTIE 1: PROGRES DES RESULTATS DU PROJET

1.1 Progrès global du projet actuellement

Expliquer brièvement l'état global de mise en oeuvre du projet en termes de cycle de mise en oeuvre, y compris si toutes les activités préliminaires / préparatoires ont été achevées (limite de 1500 caractères):

A cause d'un retard de démarrage, le projet est approximativement à 20 mois d'exécution sur 28 prévus préalablement. Ce retard, grâce à 6 mois d'extension consentie, va permettre au projet de s'ajuster et de se rattraper dans la mise en oeuvre de sa phase finale d'ici fin juin 2019 afin de rester en conformité avec le document de projet.

Actuellement, une partie des activités les plus importantes de préparation, pour tout processus de Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS), mais également les plus chronophages sont achevées ou accomplies à près de 95%. Ce sont des activités ayant trait à des états des lieux, études, analyses, développement de curricula qui permettent d'appuyer l'Etat malagasy à se doter d'une base factuelle documentée pour quelques thématiques de réformes prioritaires (selon les priorités identifiées avec les partenaires nationaux lors de la phase d'élaboration du projet en 2016) à mettre en oeuvre.

Un exemple : si 2017-2018 a vu l'élaboration et la duplication du manuel de formation en droits humains pour les FDS et la formation de 571/600 FDS dans 21/22 régions de Madagascar, 2018-2019 verront 1310 élèves policiers et 1.400 élèves gendarmes bénéficier de ces 14 modules, communs pour tous les corps de FDS, en formation continue.

A partir de cette base, certaines activités de renforcement de capacités, d'appui à l'élaboration de documents stratégiques et politiques, et la dotation d'équipements et de matériels ont ainsi pu être initiées et lancées.

Compte tenu de la situation / besoins de transition politique / de consolidation de la paix / situation actuelle / récente dans le pays, le projet a-t-il été / est-il toujours **pertinent et bien placé** pour traiter les facteurs de conflit / sources potentielles de tensions? Veuillez illustrer concrètement. Si le projet est toujours en cours, des ajustements sont-ils nécessaires? (Limite de 1500 caractères)

Les problèmes sous-jacents du secteur de la sécurité tels que les faiblesses de gouvernance du secteur de la sécurité, tant du côté des fournisseurs de sécurité que des institutions et acteurs censés les gérer et contrôler, identifiés comme un des facteurs d'instabilité politique à Madagascar, restent toujours d'actualité dans le pays. Aussi, le projet reste-t-il pertinent, voire même capital. Ceci est confirmé par les bénéficiaires qui assurent que le projet ARSSAM est actuellement l'unique initiative qui appuie la mise en oeuvre du Plan National de la RSS (PN-RSS).

Les activités du projet reprennent une partie des priorités et visent les mêmes objectifs que ce PN-RSS, achevé et lancé en septembre 2017. Elles contribuent à l'amélioration des capacités et la gestion du secteur de la sécurité avec l'objectif de renforcer l'efficacité, la transparence et la conformité avec les principes démocratiques et de bonne gouvernance des fournisseurs de sécurité, contribuant ainsi de manière évidente à la consolidation de la paix.

Diverses tensions politiques ces derniers mois, accompagnées de manifestations de foule confortent les fournisseurs de sécurité à mettre en application leur mandat dans le respect des droits humains.

De plus, de nombreux cas de vindicte populaire sont la manifestation récurrente de la perte de confiance de la population envers le secteur de la sécurité incluant la justice, nécessitant des activités de promotion de la paix.

En quelques phrases, résumez ce qui est **unique / innovant / intéressant** par rapport à ce que ce projet essaie / a tenté d'accomplir ou son approche (plutôt que de lister les progrès de l'activité) (limite de 1500 caractères).

Privilégier une approche holistique et inclusive en impliquant systématiquement les diverses entités est une pratique innovante à Madagascar où les partenaires sont habitués à travailler, en recevant des appuis ciblés, en silo.

Les interactions et discussions engendrent une nouvelle culture d'ouverture, d'échanges et de coordination en renforçant la collaboration, la cohésion, les échanges d'expériences et la communication sur les différents statuts, rôles et responsabilités entre les différentes entités. Ce serait bénéfique pour le pays en général et le secteur de la sécurité en particulier.

La Communication avec les FDS est largement perçue comme une approche de diffusion de messages à sens unique. La stratégie C4D, qui a été développée et mise en oeuvre dans 3 régions, privilégie la participation et l'appropriation des acteurs locaux et des communautés notamment avec l'approche de dialogue communautaire SALT (Stimuler, Apprécier, Lier, Transmettre). A présent, les FDS demandent une formation initiale et continue sur cette approche leur permettant de se rapprocher de la population pour une meilleure confiance et collaboration avec elle.

Une étude exploratoire sur le phénomène de violence basée sur le genre (VBG) pendant les raids des dahalo, qui a ciblé des zones à risque d'insécurité chronique a documenté le lien entre l'insécurité, l'ampleur des VBG et des perceptions négatives sur le déficit des interventions des forces de défense et de sécurité pour y répondre.

Compte tenu du moment dans le cycle de mise en oeuvre du projet, veuillez **évaluer les progrès globaux** de ce projet vers les résultats à ce jour (faire le choix entre trois options): on track

En quelques phrases, résumez les **progrès / résultats majeurs de consolidation de la paix** du projet (avec preuves), que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet (limite de 1500 caractères) :

L'appui à l'achèvement du Plan national de la RSS a permis d'aboutir à une compréhension et une vision commune des besoins, des priorités, des actions et des responsabilités de chaque acteur dans ce processus, ainsi qu'à la mise en œuvre effective d'une partie de ce plan.

Les différentes études et analyses réalisées permettent de documenter l'état des lieux d'une partie des thématiques prioritaires de la RSS en vue de l'adaptation des cadres et des pratiques pour une meilleure gouvernance du secteur de la sécurité.

L'élaboration d'une vision commune des FDS sur comment mieux former tous les futurs élèves FDS, en introduisant un curricula unique et uniforme de formation sur les droits humains et leur mandat, comme acteurs de consolidation de la paix pour les différents corps de FDS, s'est vue validée par le Premier Ministre.

Les formations en matière de prévention et réponses aux VBG ont, de l'avis des participants, permis "la conscientisation et la responsabilisation de la police judiciaire face à ce phénomène". Cet engagement produit un effet bénéfique sur le renouveau des rapports entre citoyens et FDS se traduisant par l'amélioration considérable du traitement des cas de VBG par la police judiciaire.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu **un impact humain réel**, c'est-à-dire comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet. (limite de 1500 caractères):

Les activités et sensibilisations sur la RSS et la bonne gouvernance de ce secteur ont ouvert la manière de penser des responsables des FDS en invitant à la participation de tous les acteurs dans l'intérêt d'une transparence et participation accrue de tous. Ceci se traduit par la combinaison d'une gestion plus professionnelle et efficace et d'une redevabilité plus systématique et conséquente. Ainsi, les ressources investies dans le secteur de la sécurité auront plus d'impacts visibles au niveau de la population.

Les réflexions sur le curricula de formation en droits humains, incluant la gestion démocratique des foules ont abouti à plus de retenue et une déclaration publique de neutralité (refus de s'imiscer dans des prises de position politique) de la part des FDS lors des tensions politiques d'avril 2018.

Les formations en dialogue communautaire avec C4D ont permis de créer un pont de collaboration entre les communautés et les FDS dans 3 régions. De plus, la forte implication des FDS a permis à des médias de proposer des émissions interactives et participatives de construction de la paix.

La police et la gendarmerie a amélioré la qualité de leurs services de prise en charge en renforçant les capacités de dénonciation des cas de VBG (1514 à 2945 cas entre 2016 et 2018) et en appuyant l'amélioration du traitement des dossiers sur les VBG (taux d'élucidation des dossiers passant de 55% à 65%). Cette amélioration contribue à protéger et sauver la vie de ces victimes.

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **sur la bonne voie**, veuillez expliquer quels ont été les **principaux défis** (le cas échéant) et quelles mesures ont été prises pour y remédier (limite de 1500 caractères).

Pour remédier aux retards du projet, dus à plusieurs facteurs (recrutement du personnel, disponibilité des fonds, détermination de la modalité de mise en œuvre du projet, l'épidémie de peste au dernier trimestre 2017), le Comité de Pilotage a pris la décision d'octroyer une extension de six mois au projet.

Le projet étant pour l'instant le principal contributeur à la mise en œuvre de la RSS, l'appropriation nationale du processus est quelque peu remise en cause par la partie nationale. Aussi, une méthodologie largement participative, incluant les trois corps de FDS et d'autres entités (parlementaires, OSC, PTF, ...), a été privilégiée pour toutes les activités le permettant.

La perte de confiance entre la population et les FDS constitue un des plus grands défis de la RSS. La stratégie C4D priorise alors la participation, le dialogue et l'appropriation d'une approche stimulant l'émergence de solutions de manière participative entre les principaux concernés.

Pour pallier les défis de la police judiciaire dans le traitement des cas de VBG, nécessitant une collaboration holistique (police, santé, social, justice) non coordonnée pour l'instant, le projet appuie les centres d'écoute et de conseils juridiques (CECJ), des structures offrant des services d'appui psychosocial et de counselling aux victimes. Cet appui a permis de renforcer la référence et la contre référence des victimes vers les services de la police judiciaire.

Si l'évaluation de l'avancement du projet est en retard, veuillez énumérer les principales raisons / défis et expliquer quel impact cela a eu / aura sur la durée ou la stratégie du projet et quelles mesures ont été prises / seront prises pour relever les défis / rectifier la progression du projet (limite de 1500 caractères):

Veuillez joindre en pièce(s) séparée(s) tout document mettant en évidence ou fournissant plus de preuves de l'avancement du projet (par exemple: publications, photos, vidéos, rapports de suivi, rapports d'évaluation, etc.). Listez ci-dessous ce qui a été attaché au rapport, y compris le but et l'auditoire du document.

- Plan National de la RSS
- Plan de communication sur la RSS
- Rapport de l'étude sur les besoins de sécurité humaine à Madagascar (effectuée pour informer l'élaboration d'une vision nationale de la sécurité, et ultérieurement l'élaboration de la stratégie de sécurité nationale)
- Rapport de pré-évaluation de la sécurité et gestion des frontières à Madagascar (recherche conduite pour identifier les principaux domaines d'intérêts dans le cadre global de la gestion des frontières à Madagascar, qui ont fait l'objet d'une analyse approfondie)
- Rapport d'analyse de la sécurité et gestion des frontières à Madagascar (le rapport comprend l'évaluation de 5 ports et 6 aéroports, analysant le cadre administratif, opérationnel, légal et informatique des acteurs étatiques impliqués dans la gestion des

frontières à Madagascar et développe des recommandations à court, moyen et long terme pour la mise en œuvre de la gestion intégrée des frontières dans le pays)

- Rapport de l'analyse de la législation, des règles et des procédures de contrôle et de gestion des armes à feu (rapport confidentiel élaboré pour les responsables de la gestion et du contrôle des armes à Madagascar, à savoir le Ministère de la Défense Nationale, le Ministère de la Sécurité Publique, le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, et le Secrétariat d'Etat chargé de la Gendarmerie)
- Rapport de l'enquête sur l'accès des civils aux armes à feu (enquête qui complète l'analyse du cadre légal et procédural)
- Manuel de formation pour les FDS sur les droits humains
- Livret pour les élèves FDS sur les droits humains
- Curriculum de formation en Dial Comm (Dialogue Communautaire) SALT (Stimuler, Apprécier, Lier, Transmettre)
- Rapport du dialogue avec les FDS à Ambovombe
- Définition et référentiels de compétences des FDS sur la police de proximité
- Compte-rendu de l'atelier de sensibilisation des hauts fonctionnaires de l'Etat sur la gestion intégrée des frontières
- Compte-rendu de la visite d'étude, d'observation et d'échanges sur les bonnes pratiques de la gestion intégrée des frontières
- Compte-rendu des meetings du Groupe Technique de Suivi et de Consultation du Projet (volet gestion des frontières)
- Rapport de l'analyse de la justice militaire à Madagascar
- Rapport de l'étude sur le phénomène de VBG pendant les raids des dahalo (l'étude a pour objectifs de (i) combler les lacunes des travaux de recherches sur les VBG pendant les raids des dahalo, (ii) disposer d'une base de données relatant l'ampleur du phénomène, (iii) avoir des pistes d'interventions permettant d'aider les FDS à améliorer la qualité de prestation de service en matière de VBG
- Guide de prise en charge des VBG par la Police Judiciaire dont l'objectif est d'améliorer les pratiques professionnelles de la police judiciaire dans la prise en charge des victimes de VBG
- Vidéo contenant des témoignages sur les retombées de l'appui du PBF et de l'UNFPA pour les services de la Police Judiciaire
- Photos de diverses activités

1.2 Progrès par résultat du projet

L'espace dans le modèle permet d'inclure jusqu'à quatre résultats de projet. Si votre projet a plus de résultats approuvés, contactez PBSO pour la modification du modèle.

Résultat 1: Une vision de la RSS est développée de manière participative, tournée vers la protection des biens et des personnes, et traduite dans des plans d'action inclusifs et réalistes

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **on track**

Résumé du progrès: Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin, pour les rapports de novembre: janvier-novembre, pour les rapports finaux: durée totale du projet), y compris la mise en œuvre les principaux produit (sans énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves

spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix. Dans la mesure du possible, fournissez des exemples spécifiques de changements que le projet a soutenus / contribué ainsi que, lorsque disponibles et pertinents, des citations des partenaires ou des bénéficiaires au sujet du projet et de leur expérience. (Limite de 3000 caractères)

Le résultat avance comme prévu, malgré un léger retard pour le passage de la planification à la mise en œuvre au niveau national de RSS. Le Plan National de la RSS (2017-2021) est élaboré et les activités du projet contribuent à sa mise en œuvre même en l'absence de l'organe de coordination (Bureau National de Coordination de la RSS).

Un représentant de la Primature et ancien membre de l'organe de planification de la RSS a exprimé ce fait, disant que « heureusement qu'il y a ARSSAM, sinon la RSS n'avancerait plus depuis la finalisation du Plan National, et risquerait même d'être oubliée ».

En attendant l'effectivité de la coordination au niveau national, le Secrétariat Permanent à la Défense et à la Sécurité Nationale (SPDSN) a reçu le feu vert pour prendre le relais.

Ainsi, des activités de vulgarisation et de sensibilisation sur la RSS en vue de contribuer à l'appropriation effective du processus par tous les acteurs pertinents commenceront en novembre 2018.

Grace au projet, le SPDSN dispose de matériels de bureau, d'équipements ICT, d'appuis et d'expertises techniques pour assurer le pilotage de la RSS. Il dispose également d'une stratégie et d'un plan de communication sur la RSS et de l'appui nécessaire à sa mise en œuvre.

Les parties prenantes nationales disposent des informations et de recommandations pour le renforcement et la mise à jour du cadre légal, réglementaire et procédural pour la gestion et le contrôle des armes à feu.

Les parties prenantes de la sécurité communautaire disposent des informations et des éléments leur permettant d'harmoniser les textes et les pratiques en matière de sécurité communautaire.

Les différentes études et analyses réalisées dans le cadre du projet ont été partagées avec le SPDSN afin d'enrichir la base de connaissances et de données qui informera la vision nationale de la sécurité et sa déclinaison en des documents stratégiques. Le SPDSN dispose des informations et capacités nécessaires pour finaliser et valider l'élaboration de la vision nationale de sécurité et des documents stratégiques.

Les parties prenantes disposent des informations et recommandations pour la réforme des systèmes de promotion des FDS pour promouvoir la méritocratie et la gestion prévisionnelle des ressources humaines.

Les acteurs impliqués dans la gestion des frontières disposent de recommandations pour le renforcement de la gestion intégrée des frontières, validées par les autorités malagasy.

La sélection des élèves basée sur le mérite lors des concours de la Gendarmerie Nationale 2018 a été renforcée par la présence de représentants du BIANCO dans tous les sites de concours.

Les FDS disposent des connaissances et informations nécessaires à une meilleure intégration du genre dans leur travail, ainsi que pour renforcer la participation et contribution des femmes dans les FDS.

Résultat 2: Les FDS accomplissent leur mandat de manière compétente et professionnelle, grâce au renforcement de leurs compétences et capacités

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **on track**

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

Les évaluations réalisées auprès des formateurs et élèves FDS formés ont permis de constater que 87.5% maîtrisent les concepts sur les droits humains à la fin des formations réalisées. Toutefois, seulement 73.7% d'entre eux ont déclaré être responsables des droits humains dans l'exercice de leur fonction. 60% maîtrisent le contenu de leurs mandats.

571 éléments des FDS, dont 18 femmes, ont été formés sur les droits humains dans 21 régions.

Un pool de 24 formateurs FDS dont 3 femmes est opérationnel.

Un manuel de formateurs et un livret pour les élèves FDS sont validés par les corps de FDS sur les droits humains.

Pour mieux assurer le respect des droits humains pendant la période électorale, un volet spécifique dans le cadre de la gestion des foules et des arrestations, a été développé et utilisé lors des formations.

L'édition et la duplication d'un ouvrage réunissant en un seul volume le Code pénal et le Code de procédure pénale ont été effectuées en français et en malagasy. Ce, en vue de faciliter la lecture et la compréhension des dispositions légales par les Officiers de police judiciaire.

Des pools de formateurs appartenant aux corps de FDS ont été mis en place et disposent des matériels nécessaires pour un renforcement du respect des droits de l'homme, de la femme et des enfants.

Les parties prenantes disposent (i) d'informations et de recommandations pour la réforme de la justice militaire à Madagascar ; (ii) d'études sur les codes d'éthique et de déontologie des FDS et sur les mécanismes de contrôle interne (en attente de la validation des rapports) ; (iii) d'une définition commune et des référentiels de compétences et des fiches pédagogiques sur la police de proximité.

Les autorités en charge de la gestion des frontières disposent de recommandations issues d'une étude sur la sécurité et la gestion des frontières et leurs capacités ont été renforcées par une visite d'études effectuée en Afrique du Sud.

La mise en place de deux espaces frontières pilotes est en cours.

Un centre de coordination multi-agences pour les autorités régaliennes aux frontières est en cours de réalisation à l'aéroport d'Ivato.

Les FDS, les ministères et la société civile ont une connaissance et compréhension accrue des instruments nationaux et internationaux relatifs au commerce et à la circulation des armes à feu

33 unités d'équipement ICT ont été acquises pour appuyer l'informatisation des registres des armes à feu des FDS et des civils.

Basés sur les constatations et conclusions de l'étude sur le cadre légal et procédural de la gestion des armes à Madagascar, les préparatifs pour une série de formations sur les normes et bonnes pratiques en matière de gestion et de contrôle des armes à feu ainsi que pour la mise à jour des procédures, la modernisation de l'enregistrement des armes et de leurs détenteurs, et l'introduction de la pratique de marquage d'armes à Madagascar ont été entamés (y compris la dotation d'équipement pour le marquage).

Résultat 3: Les mécanismes de contrôle civil et institutionnel sont en place et fonctionnent.

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **on track**

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

Grâce à une étude qui a identifié les blocages actuels de la justice militaire ainsi que les besoins en sa mise à jour, en harmonisation et en renforcement, les parties prenantes disposent d'informations et de recommandations en vue de sa réforme à Madagascar. L'analyse a été initiée avec une étude approfondie des textes ainsi que des consultations avec les acteurs internes et externes aux FDS. Ceci, afin de bien cerner la réalité et les défis actuels.

L'analyse des codes de conduite et d'éthique ainsi que des mécanismes de contrôle interne a été effectuée et le rapport attend une validation. Elle a comme objectif d'établir l'état des lieux des mécanismes et cadres normatifs existants, et d'émettre des recommandations de révision de ces codes et mécanismes. Par ailleurs, la conception ou le renforcement d'un mécanisme de dénonciation d'abus, en vue d'une conformité aux standards et bonnes pratiques internationaux est également prévu.

Les acteurs au niveau du Parlement ont une meilleure compréhension et connaissance de la RSS, de leurs responsabilités en matière de contrôle parlementaire du secteur de la sécurité, après une série d'ateliers de renforcement de capacités pour le personnel et les parlementaires du Sénat et de l'Assemblée Nationale (commencé en 2017 et interrompue à cause de l'épidémie de peste), finalisée dans le premier semestre de 2018. Pour cause de manifestations et du boycott des députés de l'opposition pendant la première session parlementaire de 2018, l'atelier prévu pour les députés a dû être reprogrammé à la dernière minute, et a finalement visé des membres du personnel technique de l'Assemblée Nationale. A travers les formations, les questions et commentaires des

participants ont reflété une prise de conscience de l'importance du contrôle parlementaire et une volonté de devenir plus actifs et informés à ce sujet.

La stratégie de communication pour le développement (C4D) pour la paix a été axée sur des activités à base communautaire (40 formateurs formés), des dialogues interactifs (16 facilitateurs sur 72 formés) et une approche communicationnelle basée sur l'implication de 15 médias locaux en vue de la promotion de comportements en faveur de la paix par la population, la conviction et l'adoption de pratiques favorisant la confiance par 30 FDS (ayant défini 16 actions visant à promouvoir les bonnes pratiques pour l'amélioration de leurs performances) et la stimulation d'un mouvement de paix par les jeunes.

Le renforcement de capacités des acteurs non étatiques sur le contrôle démocratique des FDS à travers une série de formations des membres des Organisations de la Société Civile et des médias, sur leur rôle au niveau de ce contrôle a été lancée. Ces formations sont organisées en vue d'une participation responsable de la population à la gestion de la chose politique en général, et de la consolidation de la paix dans le pays en particulier. Le renforcement de capacités des membres de la CNIDH est en cours.

Résultat 4: La confiance entre les FDS et la population la plus vulnérable est renforcée, à travers une approche de sécurité communautaire adéquate par les FDS aux préoccupations de la population dans les zones pilotes, y compris des groupes les plus vulnérables.

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **on track**

Résumé du progrès: *(voir les questions données sous Résultat 1)*

La perception de la population et leur confiance à l'égard des FDS sont influencées par les capacités de réactivité de la police judiciaire dans le traitement des victimes. Ainsi, un guide de prise en charge des VBG a été développé afin de permettre au personnel de la police judiciaire d'améliorer leurs pratiques professionnelles sur les techniques d'accueil, d'audition et d'enquête des victimes. L'application du guide est initiée au niveau de 20 unités opérationnelles pilotes de la police judiciaire durant les deux années de mise en œuvre du projet.

La procédure de prise en charge des victimes de VBG a été vulgarisée à travers des activités de formation, de sensibilisation et de partage d'expériences. 300 gendarmes et policiers tous grades confondus sont sensibilisés et formés sur la prévention et les réponses aux VBG sur la base du guide cité plus haut et se déclarent prêts à fournir des services de qualité aux victimes.

A part la police judiciaire, le projet, à travers le fonds PBF a également travaillé avec la Brigade Féminine de Proximité, une structure opérationnelle au niveau du service de la Police Urbaine en renforçant les capacités de 50 femmes policières en termes de prévention et de référence des victimes de VBG vers les services appropriés.

Pour appuyer la fourniture de services de prise en charge des cas de VBG, une base de données a été mise à la disposition des unités opérationnelles pour bien gérer les informations sur les cas traités. Cette base de données est actuellement alimentée par 20 unités opérationnelles pilotes suite à un renforcement de capacités appuyé par le projet. Les données brutes par unité opérationnelle sont acheminées vers et traitées par le service de suivi et évaluation pour la

police nationale et par le Service central de Protection des Enfants et des Mœurs pour la Gendarmerie.

Des matériels informatiques et bureautiques ont été offerts aux 20 unités opérationnelles afin d'accélérer et de faciliter le traitement des informations sur les VBG en toute confidentialité. Cet outil a contribué à la réduction du nombre de dossiers bloqués à cause de la mauvaise tenue des dossiers de plainte ou à cause du manque de matériel nécessaire pour le traitement. Par conséquent, le nombre des victimes bénéficiaires de prise en charge par la police judiciaire a augmenté de 1514 à 2945 entre Janvier 2017 et Août 2018 avec un taux d'élucidation des dossiers de 65%. Le projet a permis également d'améliorer l'assistance para-juridique et renforcer la collaboration entre la police judiciaire et les Centres d'Ecoute et de Conseils Juridiques (CECJ) en améliorant la référence et la contre référence des victimes. Dans ce sens, 213 victimes de VBG ont bénéficié de l'accompagnement vers les services de la police judiciaire.

La perception de la population sur les interventions des FDS est documentée, grâce à l'étude sur le phénomène VBG pendant les raids de dahalo. Des FDS ont proposé 16 actions correctrices suite à cela.

1.3 Questions transversales

<p>Appropriation nationale: Comment le gouvernement national a-t-il démontré son appropriation et son engagement envers les résultats et les activités du projet? Donnez des exemples spécifiques. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Généralement, les activités du projet correspondant aux objectifs et activités du Plan National de la RSS et sont perçues par les partenaires nationaux comme un appui légitime et approprié car répondant aux besoins de la partie nationale.</p> <p>Les bénéficiaires sont fortement impliqués dans toutes les activités et s'approprient généralement du projet et de ses résultats.</p> <p>A plusieurs reprises, des représentants des ministères et des FDS expriment leur gratitude au projet qui leur fournit les moyens et les informations dont ils avaient besoin pour pouvoir faire les changements envisagés dans leurs politiques.</p> <p>Les réunions trimestrielles du Comité de Projet permettent notamment d'anticiper des blocages et de s'accorder sur des solutions d'atténuation.</p> <p>La forte implication des formateurs de formateurs issus de 3 ministères aux niveaux central et régional dans le cadre de C4D démontre de l'appropriation nationale. De plus, la présence active du Directeur de la communication de la Gendarmerie au dialogue avec les FDS a permis de promouvoir la paix par eux.</p> <p>L'intérêt de la police judiciaire pour les différentes</p>
---	--

	<p>activités constitue également un gage d'appropriation et de pérennisation.</p> <p>Des initiatives de pérennisation des acquis du projet sont observables : le fait d'intégrer dans les PTA les activités du projet et l'initiative de mener des sessions de sensibilisation au niveau des autres services peut se traduire par une institutionnalisation de la lutte contre les VBG.</p>
<p>Suivi: Le plan de S & E du projet est-il sur la bonne voie? Quelles sont les méthodes de suivi et les sources de données utilisées? Veuillez joindre tout rapport relatif au suivi pour la période considérée. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>De manière générale, le suivi des activités suit le Plan de S&E selon le modèle annexé à ce rapport. Un réajustement de certains indicateurs a été sollicité auprès du Secrétariat Technique de PBF par les agences récipiendaires afin de les mettre à niveau avec les réalités de terrain en termes de collectes de données pour les renseigner. Le présent rapport est déjà renseigné selon ces indicateurs réajustés.</p> <p>Par ailleurs, les réunions trimestrielles du Comité de Projet permettent de partager et de discuter les avancements des activités, les diverses contraintes et les recommandations pour débloquer certaines situations.</p> <p>Le plan de suivi évaluation du projet n'est pas complètement respecté car le projet ne dispose pas d'un chargé de suivi évaluation. Mais un suivi par activité et surtout semestriel est effectué à partir d'un tableau de bord des indicateurs.</p> <p>Exemples de suivi par activité : Afin d'assurer la qualité des formations continues, un accompagnement des formateurs est assuré par le projet.</p> <p>Quant aux formations initiales, des missions conjointes sont organisées avec les corps de FDS pour s'assurer de l'intégration des modules dans le programme de formation dans les écoles de FDS.</p> <p>Un système de suivi des services appuyés par le projet, à travers la base des données sur les cas de VBG traités, est mis en place : les données sont saisies sur access, puis exportées sur excel et sont envoyées au niveau du service central de suivi évaluation qui transmet à l'UNFPA.</p>
<p>Évaluation: Fournir une mise à jour sur les préparatifs de l'évaluation externe pour le projet, surtout si le projet est au cours des 6 derniers mois de la mise en œuvre ou c'est le rapport final. Confirmer le budget disponible pour l'évaluation.</p>	<p>En vue de la préparation de l'évaluation externe du projet à la fin du premier semestre 2019 (suite à l'extension de 6 mois), une mission externe d'évaluabilité a été effectuée pour tout le programme financé par PBF en général, et pour le projet</p>

(Limite de 1500 caractères)	ARSSAM en particulier courant 2018.
<p>Effets catalytiques (financiers): Le projet a-t-il conduit à des engagements de financement spécifiques autres que le PBF? Si oui, de qui et de quel montant? Si non, des tentatives spécifiques ont-elles été faites pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet et au-delà? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>La Conférence des Bailleurs et du Forum International des Investisseurs pour Madagascar, tenue à Paris en Décembre 2016, a mis le processus de la RSS comme faisant partie des 10 projets prioritaires dans le volet Gouvernance du pays.</p> <p>Les promesses ont largement dépassé la demande lors de cette conférence bien qu'aucune visibilité sur la direction des aides et /ou investissements n'a encore été donnée par la structure de suivi nationale de cette Conférence sur le processus de la RSS.</p> <p>Le projet étant de nature catalytique dans tous ses produits, il existe plusieurs avenues pour des contributions et interventions supplémentaires. Dans ce sens, des échanges avec des contributeurs potentiels ont été initiées en vue d'assurer une continuité des interventions et appuis dans les divers domaines couverts par le projet actuel. Pour l'instant, aucune contribution supplémentaire ne s'est encore concrétisée. Par ailleurs, étant donné le contexte politique instable actuel, les potentiels bailleurs hésitent à s'engager avant de connaître l'issue de la crise et spécialement l'issue des élections en cours.</p> <p>Le SPDSN vient de prendre effectivement le lead sur le processus de RSS, et des discussions ont été initiées dans le sens d'une mission d'évaluation internationale afin d'évaluer les acquis et avancements de la RSS à Madagascar. Cette mission porte un grand potentiel catalytique si elle réussit à montrer le progrès effectué malgré les contraintes et obstacles considérables.</p>
<p>Effets catalytiques (non financiers): Le projet a-t-il créé des conditions favorables pour d'autres activités de consolidation de la paix par le gouvernement / les autres donateurs? Si oui, veuillez préciser. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Différents effets catalytiques du projet sont visibles. Le rapport sur le cadre légal et procédural de la gestion des armes a conforté les efforts pour un renforcement des capacités des FDS dans ce sens, avec des initiatives de création de bases de données pour leur enregistrement.</p> <p>L'étude sur les besoins en sécurité humaine a encouragé le SPDSN à prendre une approche holistique et participative dans l'élaboration de la vision de sécurité nationale.</p> <p>Le renforcement de capacités sur le contrôle parlementaire a motivé les participants du Sénat et de l'Assemblée Nationale à formuler leurs besoins et demandes d'appui en vue de mieux contrôler le</p>

	<p>secteur de la sécurité et à envisager des modifications des textes dans ce sens.</p> <p>Les études et analyses réalisées (ex. sur le cadre légal des armes, la justice militaire, les systèmes de promotion, les mécanismes de contrôle) ont suscité des discussions et réflexions de réforme sur des thématiques considérées comme problématiques depuis longtemps, mais qui n'avaient pas été abordées de manière objective pour en identifier les mesures et étapes nécessaires pour y remédier.</p> <p>La mise en œuvre des activités de C4D pour la paix a été effectuée en coordination avec le domaine 3 financé par PBF dans le Sud afin de s'assurer une harmonie et optimisation des ressources avec les services existants (notamment les postes avancés par l'OIM ou les appuis par le PNUD, l'UNFPA, la FAO, l'UNESCO, l'UNCDF)</p>
<p>Stratégie de sortie / durabilité: Quelles mesures ont été prises pour se préparer à la fin du projet et aider à assurer la durabilité des résultats du projet au-delà du soutien du PBF? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Une attention particulière est donnée à bien documenter les acquis du projet par voie de rapports et publications, ainsi que l'élaboration d'outils utiles (ex. manuels de formation, manuels de procédure) pour assurer la continuité des acquis.</p> <p>En plus, l'implication directe des acteurs clés dans toutes les phases du projet, et les activités de renforcement de capacités de ces mêmes acteurs assure le transfert durable des connaissances et capacités pour continuer les changements et actions après la fin du projet.</p> <p>Les activités de formations sur les droits humains ont touché à la fois la formation des éléments des FDS sur terrain (formation continue) et à l'intégration des modules validés dans le cursus de formation initiale des écoles des FDS pour un effet systématique.</p> <p>L'implication à différents niveaux des techniciens formateurs et responsables ministériels ainsi que l'essence même d'une communication participative et interactive constituent une contribution certaine pour la pérennisation des actions en C4D et des changements de mentalité qui devraient en découler.</p> <p>La signature d'une note de service portant application du guide de prise en charge des VBG par tous les services de la police judiciaire constitue un gage pour renforcer l'intérêt et les efforts fournis</p>

<p>Prise de risques : Décrivez comment le projet a réagi aux risques qui menaçaient l'atteinte des résultats. Identifiez de nouveaux risques apparus depuis le dernier rapport, le cas échéant. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>jusqu'ici.</p> <p>Vouloir uniformiser les modules de formation pour les FDS était une prise de risque. Les corps de FDS revendiquaient respectivement leur singularité en étant très exclusifs vis-à-vis des autres : "la police est civile, les gendarmes et l'armée des militaires,". Aussi, vouloir harmoniser et construire une vision commune sur cette base représentait un défi majeur. D'où les séries de consultations préalables de très haut niveau (au sein des corps de FDS) avant le processus de mise à jour des modules sur les droits de l'homme.</p> <p>L'absence de coordination nationale suite à l'abrogation du CTO-RSS, les événements saisonniers comme les cyclones ou les épidémies de peste, le risque de non-disponibilité des bénéficiaires avant les élections ainsi que le retard dans l'opérationnalisation du SPDSN et des travaux d'élaboration de la vision de sécurité étaient des risques identifiés au fur et à mesure du projet.</p> <p>Pour pallier cela, le projet a priorisé les activités les moins sensibles politiquement en attendant que les conditions soient plus propices à leur mise en oeuvre.</p> <p>Le report ou l'anticipation des activités étaient nécessaire pour éviter les risques saisonniers.</p> <p>De manière générale, la mise en oeuvre des activités nécessitant la forte mobilisation des partenaires étatiques en 2018 a été accélérée pour éviter la période électorale durant laquelle les FDS priorisent les activités de maintien de l'ordre.</p>
<p>Égalité entre les sexes : Au cours de la période considérée, quelles activités ont été menées pour adresser les questions d'égalité des sexes ou d'autonomisation des femmes? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>L'inclusion et la promotion des femmes dans les FDS (appui à la réforme des critères de recrutement, proposition de politiques de ressources humaines respectueuses de la famille et élaboration de lignes directrices relatives aux infrastructures) constituent un axe spécifique du projet.</p> <p>Dans les analyses et consultations, le projet donne une attention particulière à l'inclusion des femmes et à désagréger les données selon le sexe afin d'obtenir des statistiques ventilées par sexe.</p> <p>Pour les activités de formations des FDS sur les droits humains, le genre a été intégré parmi les 13 modules du curricula.</p>

	<p>Les dialogues communautaires menés dans le cadre de la stratégie C4D pour la paix sont conduits en considérant des groupes homogènes spécifiquement femmes (Anosy et Androy) et devraient faire ressortir les aspirations et les visions des femmes pour la sécurité communautaire.</p> <p>Le projet appuie la Brigade Féminine de Proximité, une structure récemment mise en place au niveau de la police Nationale et chargée de prévenir les infractions sur la voie publique et au niveau des quartiers de la Commune Urbaine d'Antananarivo. Les 50 femmes policières membres de cette structure ont été sensibilisées sur la lutte contre les VBG et sont dotées de matériel roulant leur permettant d'effectuer la mission qui leur est assignée.</p> <p>L'implication des femmes policières et gendarmes est prise en compte durant les activités de formation et de sensibilisation.</p>
<p>Autre: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Les périodes pré et post électorales pourraient générer des menaces en termes de sécurité. Le renforcement de capacités nationales à prévenir et répondre aux situations conflictuelles sont plus que jamais nécessaires pour enraciner la paix.</p> <p>Les jeunes constituent un pilier essentiel dans la mise en oeuvre de la stratégie C4D pour la paix au même titre que les FDS et les autres aînés membres de la communauté. Ainsi, des facilitateurs jeunes sont identifiés. Leur considération comme groupes spécifiques au niveau des communautés offre des dialogues homogènes, rajoute une considération particulière et apporte une valeur ajoutée dans la promotion de la paix. Les acteurs jeunes et adolescents au niveau des médias (comme les Junior Reporters Clubs) pourront également contribuer à cette promotion de la paix et de la cohésion sociale.</p> <p>La volonté de la Gendarmerie de bénéficier de formation en dialogue communautaire SALT constitue une opportunité de rétablir la confiance entre elle et la population.</p> <p>L'amélioration de la situation en matière de prévention et de réponse aux VBG par la police judiciaire connaît quelques limites :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La mobilité à l'interne impacte sur la pérennité des

	<p>acquis en formation.</p> <ul style="list-style-type: none">- Le manque de représentation féminine au sein des effectifs a un effet négatif sur la confiance nécessaire pour entendre les causes relatives aux VBG.- Le manque d'espaces d'écoute appropriés a un impact sur la qualité du traitement des plaintes sur les VBG.
--	--

1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS: Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification - fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Résultat 1 Une vision de la RSS est développée de manière participative, tournée vers la protection des biens et des personnes, et traduite dans des plans d'action inclusifs et réalistes	Indicateur 1.1 Adoption par le Président d'une vision nationale sur la défense et la sécurité, basée sur les plans opérationnels de chaque FDS	2016 : Non effective	2018: Effective (une vision nationale est adoptée)	Novembre 2018 : non effective L'élaboration de la vision est en cours, les consultations régionales seront encore réalisées dans les prochains mois pour pré-valider le document actuel, avant validation au niveau central	SPDSN (organe mandaté d'élaborer la vision) crée en août 2017 et opérationnel depuis octobre 2017	
	Indicateur 1.2 % de femmes présentes dans les FDS	2016 : Armée : 0.1% ; Gendarmerie : 7% ; Police : 11%	2018 : Armée: 0.2%, Gendarmerie: 8%, Police: 12%	Novembre 2018 : 2018 : Armée: 1%, Gendarmerie: 7%, Police: 11.69%	Activités d'appui au recrutement de femmes en préparation	
	Indicateur 1.3					

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Produit 1.1 Le processus de RSS dans sa globalité est soutenu techniquement et politiquement, ses enjeux sont compris par les acteurs politiques informés	Indicateur 1.1.1 Nombre d'initiatives multiacteurs pour la RSS organisées ou facilitées par l'organe de coordination de la RSS	2016 : 2	2018: 5	2017 : 2 Novembre 2018 : 2	L'opérationnalisation du BNC-RSS, organe de coordination de la mise en œuvre de la RSS n'étant pas encore effective, le SPDSN ayant reçu le feu vert pour prendre le relais en attendant cela, les activités ont pu commencé durant le second semestre de 2018	
	Indicateur 1.1.2					
Produit 1.2 Une vision nationale de la sécurité répondant aux réalités des défis sécuritaires sur le territoire malgache est développée	Indicateur 1.2.1 Nombre de plans d'action sensibles au genre, comprenant les aspects en équipement et personnel (RH) développés pour les FDS	2016: 0	2018: 3	Novembre 2018: 0	Elaboration de la vision de sécurité par le SPDSN (opérationnel depuis octobre 2017) en cours. Cette vision sera la base des plans d'action. Les préparatifs pour l'élaboration des documents de planification sont en cours.	
	Indicateur 1.2.2 Nombre	2016: 0	2018: 2	Novembre 2018: 2		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
et permet une planification et formulation stratégique pour chaque FDS	d'analyses de la sécurité et de la gestion des frontières conduites Indicateur 1.2.3 Nombre de plans de gestion des ressources humaines des FDS sensibles au genre élaborés et soumis aux autorités compétentes pour validation.	2016: 0	2018: 3	Novembre 2018: 0		
Produit 1.3 La participation et le rôle des femmes dans le secteur de la sécurité sont renforcés	Indicateur 1.3.1 Nombre de politiques de recrutement des FDS revues pour qu'elles favorisent le recrutement des femmes.	2016: 0	2018: 3	Novembre 2018 : 0	Préparatifs des activités en cours	
	Indicateur 1.3.2	2016: 0	2018: 1	Novembre 2018 :	Préparatifs des activités en cours	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	Nombre d'infrastructures-types pilotes réhabilitées selon un plan architectural respectueux des femmes			0		
Résultat 2 Les FDS accomplissent leur mandat de manière compétente et professionnelle, grâce au renforcement de leurs compétences et capacités	Indicateur 2.1 % des éléments des FDS formés, désagrégés par sexe et par âge, dans le cadre de ce projet, qui, six mois après leur formation, maîtrisent les concepts de protection enseignés lors de leur formation.	2016 : 0	2017 : 85% 2018 : 85%	Novembre 2018 : 87.5% 24 formateurs dont 3 femmes FDS en droit de l'homme	Basée sur l'évaluation des formateurs. l'évaluation des élèves FDS aura lieu à partir de Mars 2019, quand la période de six mois après leur formation est terminée	
	Indicateur 2.2 % des éléments des FDS formés, désagrégés par sexe et par âge, qui	2016 : à préciser	2017 : à définir	Novembre 2018 : 60% 571 dont 18 femmes représentants des	Basée sur l'évaluation des formations continues dans les régions	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	à la fin de leurs formations dans le cadre de ce projet, maîtrisent le contenu de leurs mandats, leurs champs d'application et leurs règles et réglementations.			FDS ont été formés dans 21/22 régions.		
	Indicateur 2.3					
Produit 2.1 Les éléments des FDS sont formés sur les questions d'éthique, de déontologie, de droits de l'homme, de la femme et des enfants	Indicateur 2.1.1 Nombre de curricula / modules de formation revus et mis à jour selon les standards respectueux des droits de l'homme, réponse aux VBG, et protection de l'enfant.	2016: 0	2018: 3 (Curricula de l'Armée, de la Police et de la Gendarmerie)	Novembre 2018: 1 curriculum harmonisé pour les 3 corps	Modules conjoints développés de manière simultanée par les 3 corps au lieu de 3 curricula séparés et différents.	
	Indicateur 2.1.2 % des éléments des FDS formés, désagrégés par	2016 : 0	2017 : 85% 2018 : 85%	Novembre 2018 : 73.7% sur les 24 formateurs	Selon les évaluations après les formations des formateurs pour les élèves FDS, ce sera fait à partir de mars 2019.	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	sexe et par âge, qui déclarent se sentir responsables de la protection des citoyens à la fin de leur formation					
Produit 2.2 Les FDS sont sensibilisés et formés sur l'attitude de police de proximité, pour gérer et traiter avec les citoyens, y compris sur les questions de violences basées sur le genre (VBG)	Indicateur 2.2.1 % d'éléments des FDS sortis des promotions bénéficiaires, désagrégés par sexe et par âge, qui sont formés sur les concepts de police de proximité, de réponse aux VBG et protection des enfants	2016 : 0	2018 : 30	Novembre 2018 : 0	Retard dans l'élaboration des modules de formation à cause de la disponibilité des experts internationaux	
	Indicateur 2.2.2					
Produit 2.3 La gestion intégrée des frontières est	Indicateur 2.3.1 % d'organismes clés en charge de la sécurité des frontières	2016 : 0%	2018 75%	Novembre 2018 : 100%		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
rendue possible	sensibilisés et ayant eu accès aux bonnes pratiques de gestion intégrée des frontières.					
	Indicateur 2.3.2 Nombre d'espaces frontières pilotes mis à niveaux en termes d'infrastructures, d'équipements, de matériels, et système rendant possible la gestion intégrée des frontières	2016 : 0	2018 : 2	Novembre 2018 : 0	L'achat des équipements pour les deux espaces pilotes est lancé	
	Indicateur 2.3.3 Nombre d'espaces frontières pilotes disposant des personnels	2016 : 0	2018 : 2	Novembre 2018 : 0	Les formations pour le personnel travaillant dans ces espaces sont prévues se tenir durant le second semestre de 2018	
Résultat 3 Les mécanismes de contrôle	Indicateur 3.1 % de la population, désagrégée par	2016 : à préciser	2018 : à définir			

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
civil et institutionnel sont en place et fonctionnent.	sexe et par âge, qui estime que l'impunité des FDS a été réduite sur les 18 derniers mois du projet					
	Indicateur 3.2 Nombre de plaidoyers des OSC (y compris médias) et de la CNIDH lancés par rapport à la question de la RSS.	2016 : 0	2017 : 1 par entité 2018 : 3 par entité	Novembre 2018 : en cours	La série d'ateliers de formation sur le rôle des OSC et médias au niveau du contrôle démocratique des FDS vient d'être achevée.	
	Indicateur 3.3					
Produit 3.1 Des mécanismes de contrôle internes aux FDS sont développés et appuyés pour le lancement de leur	Indicateur 3.1.1 % de cas / plaintes / dossiers soumis au CESD qui sont traités dans un délai raisonnable (à préciser avec le CESD).	2016 : A préciser	2017 : à définir 2018 : A définir	Novembre 2018 :	La question relative au CESD fait partie de l'étude en cours sur les mécanismes de contrôle interne des FDS. L'évaluation y afférente ne pourra pas être entreprise pour le moment.	
	Indicateur 3.1.2 Validation d'une	2016 : Non	2018 : Oui	Novembre 2018 : Oui	L'étude sur le code d'éthique et de déontologie au niveau des FDS est en	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
opérationnalisation	analyse de la justice militaire incluant des recommandations Indicateur 3.1.3 Nombre de mesures disciplinaires désagrégées par sexe et par âge, prises sur la base des nouveaux codes de conduite	2016 : 0	2018 : A définir		attente de validation, et la mise en œuvre des éventuelles réformes ne pourra être initiée qu'après réception de l'étude validée par les responsables des FDS.	
Produit 3.2 Les institutions et mécanismes de contrôle étatiques jouent un rôle accru et responsable dans l'exercice de leurs fonctions de	Indicateur 3.2.1 Nombre de questions ou interpellations écrites ou formulées en plénières relatives au secteur de la sécurité par les Parlementaires	2016: 0	2018: 5	Sessions 2017 : 42 questions formulées par les Parlementaires Première Session 2018 : 0		
	Indicateur 3.2.2					

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
contrôle démocratique des forces de défense et de sécurité						
Produit 3.3 Les mécanismes de contrôle civil jouent un rôle accru et responsable dans l'exercice de leurs fonctions de contrôle démocratique des forces de défense et de sécurité	Indicateur 3.3.1 Nombre de recommandations formulées par des OSC, les médias et/ou la CNIDH, en matière de services rendus par les FDS.	2016: 0	2018: 6	Novembre 2018 :	Pour une question d'organisation d'agenda au niveau de la CNIDH, la session de formation à son endroit sur le contrôle démocratique des FDS est en cours de réalisation	
	Indicateur 3.3.2 % des activités dans la stratégie de communication pour la paix ayant été mises en oeuvre	2016 : 0%	2017 : 30% 2018 : 50%	5% (pacte des jeunes des 22 régions pour la paix effectuée en 2017) 65% - 04 Formateurs en Dial Comm SALT impliqués - 40 formateurs locaux formés - 30 FDS		100% de la mise en oeuvre consiste en 3 étapes: - pacte des jeunes pour la paix (fait 2017, 5%), - 45 sur 50% fait pour formation des acteurs C4D (formateurs SALT, professionnels des médias et les facilitateurs

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
				sensibilisés et ayant défini 16 actions - 15 médias engagés dans la promotion de la paix - 16/72 facilitateurs formés		dont 16/72 à ce jour), - 15 sur 45% fait: activités SALT, dialogue FDS et média
Résultat 4 La confiance entre les FDS et la population la plus vulnérable est renforcée, à travers une approche de sécurité communautaire adéquate par les FDS aux préoccupatio	Indicateur 4.1 % de la population dans les zones ciblées, désagrégée par sexe et par âge, qui déclare avoir une confiance accrue dans la volonté des FDS à les protéger et remplir leur mandat de protection.	2016 : A préciser	2018 : 30%		En cours de discussions pour le premier semestre 2019	
	Indicateur 4.2 % de citoyens dans les zones pilotes, désagrégés par	2016 : pas disponible	2018 : 25%			

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
ns de la population dans les zones pilotes, y compris des groupes les plus vulnérables.	sexe et par âge, où des plans de sécurité communautaire sont mis en oeuvre qui déclarent ressentir une sécurité accrue					
	Indicateur 4.3					
Produit 4.1 Un modèle de sécurité communautaire inclusive et sensible au genre est élaboré, testé et réajusté	Indicateur 4.1.1 Disponibilité d'un modèle de sécurité communautaire sensible au genre, incluant les recommandations des mises en oeuvre pilotes	2016 : Non	2016 : Oui	Novembre 2018 : non	Préparatifs des activités en cours de discussions sur sa pertinence pour le premier semestre 2019	
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2 La réponse des FDS aux cas de violence basée sur le	Indicateur 4.2.1 Nombre de cas de VBG traités au niveau des postes de police/gendarmes	2017 : 1514 cas Baseline 2017 : 55%	2018 : 2500 cas de VBG traités 60%	2945 cas traités	La cible a été dépassée grâce à la volonté de la police judiciaire d'améliorer la qualité des services offerts aux victimes et aux actions de sensibilisation menées pour renforcer la dénonciation des VBG.	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
genre est améliorée en prise en charge et traitement des dossiers	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					

PARTIE 2: PROGRÈS FINANCIER INDICATIF DU PROJET

2.1 Commentaires sur l'état des progrès financiers globaux du projet

Veillez évaluer si les dépenses financières du projet sont sur la bonne voie, en retard ou en retard, par rapport aux plans de projet: *on track*

Combien de tranches de budget de projet ont été perçues à ce jour et quel est le niveau global des dépenses par rapport au budget total et par rapport à la tranche (s) reçue (s) jusqu'à présent: la totalité des fonds alloués.a été reçue par les Agences récipiendaires.

Niveau global des dépenses : 2.070.850 \$

Quand comptez-vous demander le paiement de la tranche suivante, si des tranches restent à payer:

Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une brève explication (limite de 500 caractères):

Veillez indiquer quel montant \$ a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour: A peu près 15% du fonds appuie les activités promouvant le Genre et 100% des fonds alloués à l'UNFPA est utilisé pour lutter contre les violences basées sur le genre afin de renforcer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Veillez remplir et joindre l'annexe A sur les progrès financiers du projet, **en utilisant le tableau du budget du projet (en Excel) et en ajoutant les informations sur le niveau des dépenses / engagements à ce jour**, même si les montants sont indicatifs seulement.